

Les Canadiens non vaccinés sont en train de devenir la nouvelle minorité discriminée et persécutée



[Source : legrandsoir.info]

Par Eva BARTLETT

Au Canada, un pays soi-disant bienveillant qui se targue d'être inclusif, le totalitarisme du Covid est devenu manifeste avec la décision que bientôt seules les personnes entièrement vaccinées pourront voyager.

L'obligation de se faire vacciner a également été imposée aux travailleurs de la santé, aux employés municipaux et aux fonctionnaires fédéraux. En fait, dans le cadre de ce que le premier ministre Justin Trudeau a appelé l'une des politiques les plus strictes au monde en matière d'obligation vaccinale, les Canadiens non vaccinés sont de plus en plus restreints/exclus non seulement du travail, mais aussi de la vie sociale. On prétend que cela est fait pour leur bien-être et leur santé. Je soutiens cependant que ce n'est rien d'autre que du « fascisme médical ».

Il y a quelques mois, les médias du monde entier ont fait beaucoup de bruit lorsque le gouvernement du Canada a versé des larmes de crocodile sur l'emprisonnement, la torture, la privation de nourriture et le meurtre d'enfants autochtones dans le cadre de l'horrible système des « pensionnats ». Nous étions censés croire que le gouvernement se souciait soudainement d'une population qu'il avait toujours cherché à éliminer.

Mais, en plus des nombreux exemples qui prouvent que ce ne sont que des discours de façade, il est devenu clair, depuis plus d'un an et demi, que le gouvernement se moque bien des Canadiens, un point c'est tout.

Dans le cadre d'un des plus longs confinements au monde, les Canadiens ont vu leurs entreprises fermées, ont été privés de contact avec leurs aînés, ont été empêchés de pratiquer leur culte, d'organiser des réunions ou des fêtes pendant les vacances (alors que les dirigeants canadiens, eux, s'exemptaient des règles) et, plus grave encore, ont été privés de soins médicaux essentiels – tout cela au nom de la santé publique.

Les Canadiens, qui ont une immunité naturelle affirment qu'on leur a dit que ce n'était pas suffisant pour entrer dans le pays.

À partir du 30 octobre, seules les personnes vaccinées pourront prendre l'avion ou le train au Canada. Si un grand nombre de Canadiens se sont fait vacciner, beaucoup d'autres ont des inquiétudes légitimes quant à la sécurité des vaccins.

Lorsque le Dr Byram Bridle, professeur agrégé d'immunologie virale – un expert reconnu en vaccinologie – a refusé la vaccination parce qu'il avait une immunité naturelle, il a été tourné en dérision par les médias et renvoyé de l'Université de Guelph. Il a précisé qu'il était « un amoureux des vaccins et un innovateur dans ce domaine », mais qu'il s'inquiétait du « lien possible entre l'inflammation cardiaque qui voit apparaître et ces vaccins COVID-19 ».

Je savais déjà qu'il était peu probable, étant donné les circonstances, que je puisse rendre visite à ma famille au Canada, et les nouvelles règles du « pas de piquêre, pas de voyage » règlent la question en ce qui me concerne.

Mais, pour les personnes qui vivent au Canada, il ne s'agit pas seulement de la possibilité de voir des êtres chers. Pour certaines personnes, ces nouvelles règles sont une question de vie ou de mort : elles peuvent les empêcher de recevoir des soins médicaux vitaux et/ou de gagner leur vie.

C'est le cas d'une chercheuse italienne vivant au Canada depuis 2001, à qui on a diagnostiqué cette année-là une sclérose en plaques. J'ai récemment échangé avec Valentina Capurri sur la façon dont l'obligation vaccinale va l'affecter.

Elle m'a expliqué qu'à la suite de son diagnostic de sclérose en plaques, on lui avait proposé de participer au programme d'essai d'un nouveau médicament. Bien que cela soit risqué, elle avait accepté pour différentes raisons, notamment parce que cela lui assurerait les soins de santé et les médicaments qu'elle ne pouvait pas s'offrir en tant qu'étudiante internationale alors seule.

Elle m'a décrit l'importance de cet essai, qui a duré douze ans.

« De nombreuses personnes souffrant d'effets graves de la sclérose en plaque auraient pu bénéficier de ces médicaments. Malheureusement ça n'a pas été le cas parce qu'on ne peut pas administrer largement un médicament dont les effets peuvent se révéler néfastes. »

Tous les nouveaux médicaments, ou vaccins doivent habituellement passer par des essais comme celui-ci, a-t-elle souligné.

« Mais rien de tout cela n'a été fait dans ce cas précis. C'est donc ce qui m'a rendue un peu méfiante à l'égard des vaccins Covid. »

Depuis un an et demi, dit-elle, elle n'a pas été autorisée à voir son neurologue, tous les rendez-vous médicaux à son hôpital de Toronto ont été annulés et remplacés par des consultations téléphoniques. Pas de visites

physiques, pas d'IRM, seulement des appels téléphoniques.

« En 2003, quand il y a eu le SRAS, j'avais l'habitude d'aller une fois par mois à l'hôpital. Malgré le fait que le SRAS avait alors un taux de mortalité beaucoup plus élevé que le Covid, nous étions quand même autorisés à entrer régulièrement à l'hôpital. Aucune de nos visites n'a été annulée à l'époque, comme c'est le cas aujourd'hui. »

Comme ni elle ni son mari canadien ne se feront vacciner, ils vont perdre leur emploi et ne pourront plus payer les médicaments onéreux dont elle a besoin.

« On me prive de mon emploi et de ma capacité à subvenir à mes besoins, simplement parce que j'exerce mon droit à ne pas subir une procédure médicale expérimentale. C'est pire que le fascisme, c'est absolument épouvantable ».

De plus, les personnes ayant besoin d'une greffe d'organe risquent maintenant de se la voir refusée s'ils ne consentent pas aux piqûres obligatoires.

Parmi les autres Canadiens suspendus sans salaire pour leur refus de se faire vacciner figurent des centaines de travailleurs hospitaliers, dont des infirmières. Le genre de personnes qui ont normalement quelques connaissances dans le domaine de la santé...

Et, en août, le Dr Rochagné Kilian, médecin urgentiste et médecin de famille, a démissionné pour protester contre les pressions violentes et immorales exercées sur les Canadiens pour qu'ils se fassent piquer.

Alors que les travailleurs médicaux et les Canadiens moyens sont obligés de renoncer à leur emploi, se voient refuser des soins médicaux et sont mis au ban de la société, le gouvernement a clairement montré que l'adage : « Fais ce que je dis mais pas ce que je fais », s'applique toujours.

Le premier ministre Trudeau a déclaré que tous les travailleurs fédéraux seraient obligés de se faire vacciner, mais il s'avère que ce n'est pas le cas. Selon un article du Toronto Sun, environ 70 % de la main-d'œuvre fédérale sera exemptée de la vaccination, notamment les juges fédéraux, les inspecteurs des abattoirs, les gardiens de parc, les postiers, les contrôleurs fiscaux, le personnel de la Chambre des communes et du Sénat, les soldats, les marins et le personnel des forces aériennes, ainsi que les employés de Postes.

Le Canada ne se préoccupe même plus de logique. C'est le fascisme médical pur et simple pour la majorité des Canadiens.

Avec l'introduction de la vaccination obligatoire, ce n'est qu'une question de temps avant que le Canada n'atteigne le totalitarisme de la Lituanie, où les personnes non vaccinées sont presque totalement exclues de tous les domaines de la société.

S'il vous plaît, prenez une seconde pour vous demander s'il s'agit vraiment

encore de santé publique !

Eva Bartlett est une journaliste indépendante et une militante canadienne. Elle a passé des années sur le terrain à couvrir les zones de conflit au Moyen-Orient, notamment en Syrie et en Palestine (où elle a vécu près de quatre ans). Suivez-la sur Twitter @EvaKBartlett.

Traduction : Dominique

Muselet»»<https://www.rt.com/op-ed/538035-unvaccinated-canadians-become-outcasts/>URL de cet article 37476

<https://www.legrandsoir.info/c-est-absolument-epouvantable-les-canadiens-non-vaccines-sont-en-train-de-devenir-la-nouvelle-minorite-discriminee-et.html>